

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
N° 287 26 septembre 1974
Onzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 33 francs
jusqu'à fin 1974: 40 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :
Gabrielle Antille
Eric Baier
Rudolf Berner
Jean-Daniel Delley
Pierre Pradervand

287

Domaine public

Des signes qui ne doivent pas tromper

Certains événements n'ont aucune chance de faire la une de la presse suisse. Et quand ils se passent en été, la trêve estivale favorise encore le complot du silence. Un exemple ? Cette nouvelle violation de la liberté d'expression qui, malgré les semaines écoulées, mérite encore la citation.

La justice saint-galloise s'était distinguée, il y a trois ans déjà, en saisissant le journal « Roter Gallus »; motif: la citation, jugée séditeuse, d'un poète allemand. Elle a récidivé au mois d'août. Voici les faits tels que relatés par la « National Zeitung », l'un des derniers quotidiens suisses minutieusement attentifs au respect de la liberté d'opinion.

Werner, 23 ans, de Saint-Gall, a du retard dans le paiement de son loyer. En son absence, la propriétaire, accompagnée d'un fonctionnaire de l'Office des poursuites, fait saisir une machine offset d'une valeur de 7000 francs. Constatant la présence d'imprimés « de gauche », le fonctionnaire alerte la police. Celle-ci, munie d'un ordre de perquisition, saisit un millier d'exemplaires d'un journal de locataires non encore distribué, ainsi que divers imprimés dont des tracts du mouvement d'habitants du Hegibach, à Zurich. Tout cela sans que l'intéressé ou son représentant soit présent.

Le jour suivant, le jeune homme est arrêté sous l'inculpation de détention et d'édition d'écrits violant la loi sur la presse et incitant à des actions condamnables. Sa famille n'est informée de la situation que quatre jours plus tard. L'inculpé admet avoir rédigé et imprimé des tracts du mouvement de Hegibach, ainsi que le journal des locataires. Il est libéré après cinq jours de détention, non sans que la police ait pris empreintes digitales et photos.

Sa faute ? L'absence de l'adresse du groupe de Hegibach sur les tracts ainsi qu'une caricature du juge d'instruction chargé de cette affaire zurichoise. Mais le juge en question n'a jamais porté

plainte. Aucune charge au sujet du journal des locataires.

Après sa libération, Werner paie son dû à l'Office des poursuites. Il apprend alors que le juge d'instruction a saisi sa machine à imprimer et que cette dernière pourrait être détruite, selon l'article 58 du Code pénal: « Le juge décide (...) la confiscation d'objets qui ont servi à l'accomplissement d'un acte condamnable (...) lorsque ces objets mettent en danger la sécurité des personnes, la moralité ou l'ordre public. Le juge peut ordonner que les objets confisqués soient rendus inutilisables ou soient détruits. »

Cette action grotesque de la justice pourrait prêter à sourire si la liberté d'expression n'était en jeu. Les pouvoirs semblent décidés à n'en tolérer qu'un usage restrictif; ce cas en effet n'est pas isolé: saisie de tracts, arrestation de distributeurs, enquête de la justice militaire contre « Focus » pour publication d'un ordre du chef de l'état-major général, l'étau s'est reserré ces derniers mois.

On attend toujours la protestation indignée des associations de journalistes et d'éditeurs. Les discours abstraits sur la nécessité de maintenir une presse forte et diversifiée, condition de l'exercice des droits démocratiques, ne nous suffisent pas. Surtout lorsque cette presse en difficulté quémande les deniers publics. Il y a des solidarités qui ne se discutent pas.

DANS CE NUMÉRO

P. 2: Fribourg: La démission des autorités cantonales; pp. 2/3: Vaud: La doctrine du président du Synode; pp. 4/5: Le combat de retardement de l'Occident: Imposer la régulation des naissances au tiers monde; p. 6: Point de vue: Xénophobie et histoire; pp. 6/7: Le carnet de Jeanlouis Cornuz — La semaine dans les kiosques alémaniques; p. 8: Des nouvelles voix valaisannes.

FRIBOURG

La démission des autorités cantonales

Les paysans, furieux, sont entrés en ville de Fribourg. Résultat : le centre de la ville bloqué par près de cinq cents véhicules agricoles, tracteurs, moissonneuses et autres chars, mobilisés pour la circonstance. Une opération qui a bien duré deux heures et demie, à l'heure où elle ne pouvait que causer les plus importants désordres (et par là-même avoir la plus grande « publicité »), celle où les dîneurs se pressent vers la soupe, ou plus tard lorsque revient le moment de « pointer » la demie au bureau ou à l'usine.

La raison de tout ce remue-ménage ? La manifestation avait pour but de protester contre la retenue sur le prix du lait, considérée comme une diminution injustifiée des salaires paysans.

L'explication, il faut le préciser immédiatement, n'atteint pas vraiment le public, qui voit plutôt dans ces désordres une nième explosion de la colère paysanne, dont les imbrications et les conséquences ne sont pas claires.

A la clef de cette incompréhension mutuelle,

et qui est une des caractéristiques les navrantes du problème paysan, le manque de perspectives précises des revendications et des manifestations. Les projets à long terme font en effet notoirement défaut.

Verra-t-on dans ces événements les signes précurseurs d'un éveil du syndicalisme paysan qui pourrait être demain le creuset d'idées nouvelles et permettra de remodeler le visage d'une agriculture suisse qui en a tant besoin ? Rien ne se dessine concrètement, au-delà de certaines velléités vite noyées dans les discordances entre organisations... et organisateurs.

Dans le cas fribourgeois, l'interprétation de la colère paysanne ne doit pas laisser place à de trop larges « excuses » constructives : on est là d'abord devant l'expression d'une fureur mal contrôlée, ou pas contrôlée du tout, d'une fureur viscérale contre les citoyens-consommateurs et les autorités qu'ils élisent. Témoin ce climat de haine et de menaces qui a culminé en des attaques au grand jour contre le député socialiste Félicien Morel.

Pas d'appel ici à la répression policière ! Mais comment ne pas souligner aussi ce qui a frappé la ville de Fribourg ? A savoir l'attitude non seulement bienveillante, mais tout simple-

ment démissionnaire du gouvernement, et singulièrement du chef du Département de l'agriculture et de la police, en la circonstance.

A ce stade, une conclusion s'impose ; si une quelconque insécurité électorale paralyse à ce point les autorités qu'elles en deviennent impuissantes, et incapables de réagir, alors leur retrait s'impose en faveur de nouveaux responsables dont les mains ne seraient pas totalement liées. Bien sûr, le canton de Fribourg reste un canton à forte densité agricole (un peu moins du cinquième de sa population est engagée dans ce secteur), bien sûr le climat de la paysannerie y reste lourdement hypothéqué par des événements récents et encore douloureux (ce fut, en 1972, une manifestation totalement incomprise chez Denner, et en 1973 le blocus des 35 000 litres de lisier quotidien dans une entreprise de la Migros), mais cela ne saurait excuser l'effacement de l'exécutif cantonal.

Et ce ne sont pas les commentaires du rédacteur en chef de « La Liberté », François Gross (numéro du 21.9.74) qui contribueront à clarifier le débat : « Mal informé par ses préfets ou peu enclin à faire montre d'autorité, le gouvernement cantonal a gardé un silence prudent » ; avouons plus franchement que les

VAUD

La doctrine du président du Synode

Dans un récent article de « La Nation », M. Alphonse Morel a étayé ses théories élitaires par des extraits d'une étude dont il omet la référence. Il soutient que l'hérédité pèse plus dans le comportement d'un homme que son milieu et son éducation. Il en conclut qu'il convient de main-

tenir le recrutement scolaire fondé sur la classe sociale.

Il y a peu de domaines où l'on entretient autant la confusion mentale, où l'on utilise n'importe quel fragment de théorie pseudo-scientifique pour maintenir les privilèges acquis. Les travaux publiés sous l'autorité de l'Unesco ont depuis longtemps anéanti la valeur des idéologies racistes, qu'elles soient biologiques ou phrénologiques. Alors les nostalgiques de Gobineau s'accrochent à des bribes mal comprises ou extraites

de leur contexte pour justifier le privilège du fils à papa de la boîte à bachot.

Dire que l'hérédité conduit le comportement d'un homme plus que l'influence du milieu, c'est jouer dangereusement sur le mot « comportement ». Certes l'hérédité amène-t-elle un homme à marcher sur deux jambes au lieu de quatre pattes, à respirer par les poumons et non par des branchies, à vivre en société plutôt qu'en solitaire. Il s'agit là d'un conditionnement biologique entraîné par deux millions d'adaptations ou/et de

autorités ont purement et simplement abdi-qué, sans chercher le moins du monde à canaliser la manifestation ! Et l'avenir s'annonce encore plus sombre si vraiment l'origine paysanne de la plupart des représentants de l'ordre, origine qui aurait fait craindre que les instructions ne seraient pas suivies, a pu jouer un rôle dans l'appréciation officielle de la situation.

En définitive, ce qui est navrant, dans cette région où les problèmes paysans prennent une acuité toute particulière, c'est la misère de la réflexion et de l'imagination des principaux intéressés. Du côté du Département de l'agriculture, on hésite tout bonnement entre une politique de l'autruche systématique et une attitude de complicité sans lendemain avec les manifestations spectaculaires. Du côté de l'UPS, qui a certes montré ses dents, on ne parvient pas à faire la démonstration d'un projet à long terme et non démagogique, débouchant éventuellement sur une manière de syndicalisme agricole. Il n'y a rien à attendre de ce face à face. Quant aux auteurs des menaces de mort, gageons que leur agressivité est plus un problème de santé qu'un problème agricole.

mutations. Lire à ce sujet les excellents ouvrages de Leroy-Gouran plutôt que les aimables fumisteries de Desmond Morris.

Mais dès que l'on parle du comportement social de l'être humain, on constate que l'influence du milieu dépasse largement l'hérédité. Il marche sur deux pieds mais sa démarche, reflet de son caractère autant que l'expression de sa face, est conditionnée par sa profession, les remarques de ses parents, les quolibets de ses camarades autant que la platitude de ses plantes de pieds.

Il respire avec son nez, mais s'il s'entraîne régulièrement à un sport, au yoga ou simplement à la course sur les circuits pédestres du canton, il acquerra un tempo respiratoire contrôlé et abaissera même son rythme cardiaque. Enfin, surtout, son attitude à l'égard des tiers devra beaucoup plus à son éducation qu'à ses gènes. A la sordide histoire des enfants trouvés qui, malgré la bonne éducation de leurs parents nourriciers, deviennent des voyous, on peut opposer l'anecdote guère plus décisive des vrais jumeaux élevés en milieux différents qui deviendront l'un un savant et l'autre une épave.

Une matière première

Ce qui est exact, c'est que l'hérédité fournit la matière première sur laquelle travaille le milieu. Celui-ci exerce une action quasi-nulle sur la morphologie, mais prépondérante sur l'équilibre psycho-somatique. Seulement il ne faut pas perdre de vue les interactions des pressions sociales. La même éducation n'a pas les mêmes effets sur le frère aîné et le cadet, car telle algarade paternelle est arrivée à point nommé pour le premier et juste après une injustice scolaire pour le second.

Pour en revenir à la réforme de l'école, corrigeons encore une erreur communément propagée : personne n'a jamais dit que les enfants d'ouvriers et de paysans étaient en chiffre absolu plus capables scolairement que les enfants de bourgeois, mais bien que dans chaque catégorie sociale, à chance égale, il devrait y avoir une proportion analogue d'enfants doués spécialement dans leur raison, dans leur habileté manuelle, dans leur sensibilité artistique ou encore dans leur sens commercial.

Or notre société est organisée de telle manière que les services sont mieux rémunérés que le travail manuel. Mais les partisans du Recteur lausannois souhaitent « relever la dignité du travail manuel » en y confinant les enfants des classes les moins fortunées. Ils ne convaincront de la pureté de leurs intentions que lorsqu'ils guideront

leurs rejets les moins doués vers les apprentissages au lieu de leur offrir des leçons particulières. Et lorsqu'ils créeront des conditions culturelles justes pour l'enfant qui ne voit pas lire à la maison, pour que ses chances au départ soient égales à celles du fils de clerc.

L'auteur cité au début de cet article aurait pu ajouter que les Noirs du Kenya sont héréditairement doués pour la course à pied et les Juifs d'Odessa pour le violon. Alors que c'est l'environnement qui oblige les premiers à exceller en sport pour sortir de leur condition d'esclave et les seconds de devenir des virtuoses, sous l'autorité d'un pédagogue exceptionnel, pour échapper aux progromes russes.

Espérons cependant que ces vieux mythes disparaîtront bientôt. Dans une étude parue à l'Annuaire suisse de science politique (1974, p. 127), les professeurs Keer et Handley, de Genève, relèvent que les attitudes politiques en Suisse se modifient du tout au tout entre ceux qui sont nés avant la Première Guerre mondiale et après la Seconde. Une enquête soigneuse révèle le changement complet des systèmes de valeur, matérialistes pour les aînés, post-matérialistes pour les cadets.

BAROMETRE

La dîme

Les jeunes socialistes de la ville de Berne ont participé sur une liste séparée, apparentée à la liste du Parti social-démocrate, aux élections au Grand Conseil de ce printemps. Leur résultat (1,75 %) ne leur a pas permis d'avoir un élu alors que le POCH, qui allait seul à la lutte, a eu un élu, avec 2,96 % des suffrages. La campagne a coûté aux Juso 15 000 francs: quelque 2000 francs ont été recueillis auprès de socialistes ne faisant pas partie des Juso, et le solde a été trouvé chez les membres qui ont accepté, pendant 3 mois, de verser 10 % de leur revenu à leur organisation. Qui dit mieux que la dîme, comme baromètre du militarisme ?

Le combat de retardement de l'Occident : imposer la régulation des naissances au tiers monde

Depuis une vingtaine d'années, un fort courant malthusien, venu des Etats-Unis, domine la réflexion sur les problèmes de population en Occident. Le rapport du Club de Rome, « Halte à la Croissance », représente le sommet de l'iceberg (car les jéréemies de la surpopulation aiment bien donner le frisson). Jouissant de moyens très importants, ayant embrigadé la collaboration de nombreux instituts universitaires « encouragés » par une manne financière abondante, ce courant de pensée a fortement influencé les organismes s'occupant de problèmes de développement, à commencer par la Banque Mondiale, dont le président, Robert Mc Namara, s'est fait l'apôtre éloquent (mais parfois mal informé) d'une limitation rapide des naissances dans le tiers monde. Encore ce printemps, l'organisme officiel de la Banque a fait écho au leitmotiv préféré de la pensée malthusienne, à savoir que la croissance démographique serait l'obstacle numéro un au développement du tiers monde. Vous êtes pauvres parce que prolifiques. Remède: « Cinq dollars investis en planning familial valent 100 dollars investis en projets de développement ». (Président Johnson dicit, à San Francisco 1965).

Les thèmes malthusiens cachent mal la crainte de l'Occident blanc devant la montée démographique, économique et politique du tiers monde. Car la population des pays industrialisés approche un taux de reproduction de 2,1 à 2,2 (à savoir un peu plus de deux enfants par couple en moyenne, taux nécessaire pour qu'une population reste stationnaire) au moment même où nous réalisons notre dépendance croissante du

tiers monde. Et il est évident que les gigantesques pressions politiques engendrées par la croissance démographique des pays pauvres (dont certains doublent leur population en 20 ans) agit comme un puissant accélérateur de l'histoire, et risquent d'amener au pouvoir des régimes avec des positions de plus en plus « durs » à l'égard des pays riches.

Le simplisme des thèmes malthusiens a trouvé un écho fort complaisant dans certains milieux suisses, où d'aucuns voudraient même lier l'octroi de « l'aide » à l'existence de programmes de limitation des naissances dans les pays récipiendaires. Que dirions-nous si la Guinée liait la vente de bauxite à Alusuisse à une limitation de notre consommation de biens matériels ? Car il est un fait incontestable que le Suisse moyen consomme environ 25 fois plus — et pollue peut-être plusieurs centaines de fois plus — que le paysan africain du Sahel sinistré. On a calculé par exemple qu'un riche New-yorkais consomme 25 000 50 000 fois plus d'énergie par an qu'un paysan indonésien !

Cette attitude ignore les données les plus fondamentales de la situation démographique actuelle du tiers monde, à commencer par le fait qu'une fécondité élevée est avant tout une conséquence, non la cause, de la pauvreté. Les lents progrès des campagnes de limitation des naissances dans tous les grands pays peuplés pauvres du tiers monde — Inde, Pakistan, Bangladesh, etc. — et leur succès étonnant en Chine confirment ce que la quasi totalité des savants compétants en ce domaine reconnaissent aujourd'hui. En effet, à un niveau de développement bas :

1. La mortalité est très élevée, surtout la mortalité infantile, qui dépasse largement 200 pour mille dans bien des pays africains (contre 11-15/1000 dans les pays riches avancés). Dans bien des régions rurales de l'Afrique, une mère perdra

la moitié de ses enfants avant l'âge de 5 ans. Comme le système polygame permet déjà un espacement harmonieux des naissances (3-4 ans en moyenne) lui parler de limiter ses naissances à 2 ou 3 serait se moquer d'elle.

2. Les enfants jouent encore un rôle économique utile dans de nombreuses régions, car les garçons commencent à travailler aux champs vers 5-6 ans et les filles s'occupent des travaux domestiques. Quand il faut marcher 1 heure ou plus sous un soleil de plomb pour chercher de l'eau, on est bien content d'avoir une fille pour y aller.

3. La maternité représente l'unique source de prestige et de réconfort pour de nombreuses femmes : en Afrique, une femme stérile est presque une paria et nombre de femmes — peut-être la majorité — sont plus préoccupées par les problèmes de stérilités que de fécondité excessive. Dans une région rurale de Haute-Volta visitée par un collaborateur de DP, le médecin recevait en moyenne quatre demandes de traitements quotidiennement concernant des problèmes de stérilité, mais n'en avait jamais reçu concernant des problèmes de contraception ! Le célibat est quasiment inexistant, (alors que la Suisse a un des taux les plus élevés de femmes célibataires au monde). Il faut trouver d'autres sources de prestige aux femmes, d'autres rôles, et ceci ne peut se faire que par l'émancipation des femmes et la création massive d'emplois féminins.

4. Les enfants constituent une forme de sécurité sociale pour la vieillesse: tout couple veut être certain d'avoir au moins un enfant qui s'occupera de lui dans ses vieux jours. Or, avec une mortalité élevée, il faut qu'un couple mette au monde 6 à 8 enfants pour être à 90 % certain qu'un garçon lui survivra lorsqu'il atteindra 60 ans.

5. L'instabilité économique empêche toute planification du lendemain: comment veut-on qu'un homme qui n'a aucune prise sur son avenir, qui est peut-être un chômeur, ou qui peut perdre son emploi du jour au lendemain, victime de l'arbitraire de forces sociales qu'il ne contrôle pas, comment veut-on qu'il planifie les naissan-

ces dans sa famille ? Planifier implique faire des projets dans l'avenir : or on ne peut faire des projets qu'à partir du jour où on dispose d'un surplus économique (épargne) qui provient d'un emploi stable honnêtement rémunéré. On revient au problème le plus urgent : la création d'emplois. De ce problème dépend, plus que de tout autre, la création de nouveaux comportements antinatalistes.

6. Des obstacles culturels immenses s'opposent à l'adoption rapide de la contraception. Voici des populations qui, simplement pour survivre démographiquement ont dû pendant des millénaires mettre au monde beaucoup d'enfants, et qui par conséquent ont élaboré des institutions sociales pronatalistes, (âge au mariage très bas, remariage des veuves, polygamie, réglementation très stricte de l'avortement et de la contraception, tabous nombreux entourant la sexualité, etc.) — et on veut leur imposer du jour au lendemain des comportements qui vont totalement à l'encontre de toutes leurs habitudes.

7. La dissémination du planning familial implique l'existence d'une infrastructure sanitaire bien organisée et décentralisée, basée sur une approche préventive, un personnel médical dévoué et compétent, des techniques contraceptives simples, efficaces, bon marché et nécessitant pas ou peu de contrôles médicaux. Or, on constate que dans pratiquement tous les pays du tiers monde, la situation est inversée : l'infrastructure sanitaire est concentrée dans les villes, dessert une petite élite, la médecine pratiquée est curative, le personnel souvent mal formé et peu dévoué, les techniques contraceptives encore trop imparfaites, bien que des progrès importants aient été faits dans ce domaine.

8. Les meilleurs spécialistes s'accordent pour reconnaître que l'adoption du planning familial dépend avant tout de la création de nouvelles motivations antinatalistes. Or celles-ci dépendent elles-mêmes de l'élévation du niveau de vie et d'une meilleure distribution du revenu. La meilleure pilule est le développement.

Ceci ne veut pas dire qu'il ne faille pas introduire le planning familial dès maintenant, même dans les pays les plus démunis, contrairement à l'opinion de certains antimalthusiens acharnés. Au contraire, il a sa place naturelle et nécessaire dans le cadre de la protection maternelle et infantile. Même s'il n'est pas nécessaire pour des raisons démographiques, il constitue un droit humain fondamental et est justifié pleinement du point de vue médical. Cela, on ne le redira jamais assez, et il est fort malheureux que le débat se soit porté avant tout sur le côté démographique. Mais il ne faudra pas s'attendre à des succès spectaculaires du planning dans les pays très pauvres, quel que soit le perfectionnement des techniques contraceptives, avant assez longtemps, et surtout avant que le niveau de vie se soit amélioré.

Dis-moi combien tu gagnes... je te dirai qui tu es

Une leçon de modestie pour les syndicats allemands ! Et en tout cas, une invitation à faire rapidement le point des revendications syndicales et de leur portée réelle (à quelques années près, les indications ci-dessous doivent être transposables dans notre pays) ! Selon une étude menée par l'Institut pour la sociologie appliquée (Infas), la grande majorité des travailleurs ouest-allemands sont d'avis que le niveau de leur revenu dépend en premier lieu de leur travail ; seul un dixième des salariés estiment que le développement de leurs gains dépend surtout des syndicats.

Ce sont en premier lieu les fonctionnaires (18 à 22 %) qui sont persuadés que l'augmentation des salaires dépend surtout de l'intervention des syndicats (61 % des fonctionnaires de la hiérarchie supérieure et 63 % des autres fonctionnaires sont satisfaits du niveau de leurs revenus).

Chats échaudés craignent l'eau froide ? Ce sont les travailleurs qui ont la possibilité de recourir à la grève (toutes les catégories, sauf les fonctionnaires) qui établissent le lien le plus faible entre la

En effet, parmi les pays du tiers monde avec plus de 50 millions d'habitants, (Chine, Inde, Indonésie, Brésil, Nigéria, Pakistan, Bangladesh, Mexique) seule la Chine a réussi à baisser sa natalité grâce à une politique de population cohérente, elle-même intégrée à une politique de développement dont chacun s'accorde à reconnaître qu'elle a donné des résultats extraordinaires. Même dans les milieux malthusiens les plus conservateurs des Etats-Unis, on donne actuellement la Chine en exemple aux autres pays du tiers monde.

Seulement voilà : il y a un petit « hic » qu'on oublie.

La Chine a commencé par une révolution.

Avis aux amateurs !

puissance de leur syndicat et les variations de leur salaire...

L'établissement d'un rapport étroit entre le travail fourni et le salaire se trouve en opposition aux analyses théoriques de la réalité sociale. Il s'est en effet avéré que le progrès technique et la complexité de l'organisation moderne du travail ont rendu de moins en moins transparents les rapports entre l'activité du salarié et le produit de son travail. On en avait hâtivement tiré la conclusion que le travailleur ne faisait plus que difficilement un rapport direct entre son rendement et le niveau de son salaire.

Encore quelques chiffres ? L'Infas a enquêté sur le degré de désignation des salariés allemands face aux gains des autres catégories de travailleurs que la leur. Plus de la moitié des salariés (56 %) sont d'avis que les chefs d'entreprise se situent en tête des groupes professionnels touchant des revenus trop élevés ; 35 % des personnes interrogées estiment que les cadres et les managers gagnent trop ; 15 % soutiennent que cela vaut aussi pour les ouvriers semi-qualifiés et les manœuvres ; 14 % seulement estiment que les fonctionnaires sont également trop bien rémunérés.

POINT DE VUE

Xénophobie et histoire

M. James Schwarzenbach se déclare épris d'histoire. Lors d'une interview télévisée, où il fit ma foi bonne figure, il expliqua que sa culture historique avait guidé son cheminement politique.

Il disait vrai. Un rapide succès électoral ne peut être fondé que sur une idée-force aussi simple que possible. Se réclamant de l'humanisme classique, M. Schwarzenbach a lu Cicéron, peut-être dans le texte. Il en a retenu que Catilina avait failli s'emparer de Rome en faisant appel aux sentiments les plus vils des citoyens les moins éclairés. Où Catilina échoua, Jules César réussit, avec une doctrine un peu plus élaborée.

Comme ces réactionnaires amoureux du Moyen Age qui s'y imaginent aristocrates alors qu'ils auraient été serfs. M. Schwarzenbach s'est vu César plutôt que Catilina. Un César rassurant, dirigeant un peuple suisse

calmé par la potion magique de la tradition. Pour les Ides de Mars, on aviserait plus tard. Mais il n'a pas poussé plus loin sa recherche historique. Il aurait constaté que les peuples qui ont voulu résoudre leurs problèmes en expulsant un groupe ethnique ou religieux s'en sont toujours fort mal trouvés. En révoquant l'Edit de Nantes en 1685, Louis XIV dévot et vieillissant a saigné la France de centaines de milliers de Huguenots qui lui apportaient leurs forces intellectuelles et commerciales. En chassant les Juifs en 1492, Isabelle la Catholique a privé l'Espagne d'un apport identique. En voulant débarrasser la Suisse des travailleurs étrangers qui ont contribué largement à sa prospérité, les émules de James Schwarzenbach commettraient non seulement une ignominie à leur égard, mais encore un crime à l'égard du pays : crime politique, économique, culturel et spirituel. D'ailleurs le fondateur du mouvement « républicain » s'en rend compte et prend ses distances. Mais il a récolté des Catilina sur son aile et, ainsi dépassé dans

l'excès, ne trouve plus de matériel démagogique idoine pour sa vocation nationale. Le grand malheur est que ces hyper-réactionnaires découvrent une audience dans les milieux ouvriers dont ils sont les ennemis mortels. Sous prétexte que les travailleurs n'ont pris qu'une part très modeste et inéquitable à la prospérité de ces vingt dernières années, ils veulent en faire les victimes du poison qu'ils comptent administrer au pays. Ce ne sont pas les capitaines d'industrie qui modifieront en quoi que ce soit leur mode de vie dans la récession. Ce sont les travailleurs qu'on menacera du chômage et que l'on mettra en concurrence pour réduire leurs salaires et leurs avantages sociaux, pour allonger leurs horaires de travail. Mais de cela, l'Action nationale et le parti républicain se soucient comme de leur première chemise. Pourvu que cela paie électoralement. Et même au contraire, si cela peut entraîner un « ordre moral » genre Vichy, et soumettre davantage la classe ouvrière à l'arbitraire des patrons.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

« J'ai vu tuer un peuple »

La « Claudiana » est une maison d'édition de Turin, animée par des protestants, « Vaudois » du Piémont. Elle a publié par exemple le « Notre Père expliqué aux simples laïques » de Luther ; la célèbre polémique entre le même Luther et Erasme : « Du libre-arbitre », écrit Erasme, « Du serf-arbitre », répond Luther ; ou encore les écrits politiques de Thomas Münzer, le chef de la révolte des paysans allemands au XVI^e siècle (auquel le Genevois Maurice Pianzola a consacré un beau livre).

Elle vient de publier, du pasteur Tullio Vinay, un témoignage bouleversant : « Ho visto uccidere un popolo » — « J'ai vu tuer un peuple ». En sous-titre : « Sud Vietnam : tutti devono sapere ! (Tous doivent savoir... Il faut que tous sachent...)

Le pasteur Vinay a travaillé des années au Piémont ; il a été l'âme de la construction d'un centre de jeunesse protestante, « Agapé » dans la vallée qui de Turin monte vers Sestrière. Puis il s'est rendu en Sicile, animer un mouvement proche par l'esprit de celui de Danilo Dolci. En septembre 1973 enfin, il est à Saigon, chargé par le Comité international pour sauver les prisonniers politiques au Vietnam du Sud d'une mission secrète. « Déguisé » en prêtre catholique, il parvient à visiter les camps de détenus...

Ce printemps, j'avais eu l'occasion d'entendre Tullio Vinay, venu donner une conférence au centre paroissial de Saint-Jacques à Lausanne. Ce qu'il disait — ce qu'il rapporte dans son livre — n'était pas nouveau pour moi. Mais à entendre ce petit homme, qui s'exprimait en un français approximatif (ce qui ne donnait, je ne sais pourquoi, que plus de poids à sa parole, une

sorte de sincérité déchirante), je prenais conscience que je savais sans savoir, que peut-être, tout au fond de moi, je n'avais pas cru entièrement à tous les rapports, à tous les témoignages lus ou entendus : une part de propagande, me disais-je, une part d'exagération dictée par la « politique »...

La vérité toute nue

Or devant cet homme si évidemment honnête, il n'y avait plus de propagande qui tienne : la vérité toute simple et toute nue, « mais difficile à découvrir et lourde à porter ». « Où sont aujourd'hui les saints ? et où sont aujourd'hui les vierges ? » s'écriait-t-il en citant les Ecritures. « Les saints, ce sont aujourd'hui ceux qui acceptent la torture et la mort ; les vierges, ce sont les femmes vietnamiennes qui se prostituent, parce que

Le cheval de bataille de ces gens est donc une abomination et une tromperie à tous égards. On ne voit pas qu'un vrai socialiste puisse l'enfourcher sans trahir l'objectif fondamental du socialisme : renforcer la démocratie politique en assurant la démocratie économique.

Il vaut la peine de lire un article du professeur Yvo Hangartner de Saint-Gall paru à la Revue de droit suisse (1974 I, p. 121), publication qui n'a vraiment rien de révolutionnaire. L'auteur conclut ainsi (p. 144 d) :

« La démocratie suisse doit être développée, en ce sens qu'il échet d'écarter les limites inadmissibles à l'activité politique des étrangers. Avec le temps, il convient de ne plus lier les droits de décision dans l'Etat à la nationalité suisse ; si possible il faudrait introduire le droit de vote et l'éligibilité des étrangers dans la mesure d'une extension de la convention européenne des droits de l'homme fondée sur la réciprocité. »

Quand on réfléchit, on est bien loin de M. Oehen, l'apprenti sorcier. **P. A.**

c'est pour elles le seul moyen de quoi gagner le peu d'argent nécessaire pour empêcher leurs enfants de mourir de faim... » Paroles que vraisemblablement, on n'a pas tous les jours l'occasion d'entendre dans une salle paroissiale...

Un crime monstrueux

Que révèle-t-il ? Qu'est-ce qu'il faut que tous sachent désormais ? Encore une fois, rien de nouveau : La perpétration d'un crime monstrueux, « l'élimination progressive de 200 000 hommes, femmes et enfants (bambini...), étiquetés comme « prisonniers politiques » ou « délinquants de droit commun »...

« A la chute d'Hitler, dit la prière d'insérer, les pays de l'axe se retranchèrent derrière un alibi de fer : « Nous ne savions pas... » Mais aujourd'hui, l'« Occident chrétien » a perdu cet alibi.

Aujourd'hui, le Pape, les chefs de l'Etat, les ministres, les diplomates savent ; l'opinion publique est informée ; toi qui lis (ce livre), tu sais. On ne peut rester indifférent... »

Le Mouvement suisse d'« Aide au Vietnam » a envoyé pour plus d'un million de produits pharmaceutiques au Vietnam. Dans le même temps, l'industrie suisse et la finance suisse, du seul fait de leur imbrication dans l'industrie et dans la finance internationale et américaine en particulier, contribuait pour plusieurs dizaines de millions (je suis modeste !) à l'effort de guerre américain...

J. C.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Un détour par le Tessin

Pour commencer notre pointage de la presse suisse alémanique, un petit détour, cette semaine exceptionnellement, par le Tessin, et en particulier par le sommaire de l'hebdomadaire du Parti socialiste autonome (édité à Bellinzone), « *Politica Nuova* » (No 38).

En couverture, des photographies des manifestations organisées il y a une dizaine de jours dans notre pays contre le régime au pouvoir au Chili (des commentaires suivent à l'intérieur, sous la forme d'un appel à la solidarité avec la résistance chilienne et d'une revue de presse qui montre comment les actions des comités Chili ont été systématiquement déformées ou minimisées par la presse tessinoise, du « *Giornale del Popolo* » au « *Corriere del Ticino* »). L'éditorial est consacré aux finances cantonales, tandis que les morceaux de résistance tiennent dans le deuxième volet d'un dossier sur les travailleurs étrangers, une réflexion sur la crise économique en Suisse (« une crise programmée »), un appel à la reconnaissance du gouvernement provisoire du Vietnam du Sud par les autorités helvétiques, et le point des tensions

entre ouvriers typographes et patrons de l'édition. Quelques notes à souligner : un entrefilet rappelle que les efforts de coordination entre les organisations progressistes suisses allemandes POCH et le Parti socialiste autonome se poursuivent régulièrement (un appel commun sera publié à l'occasion de la votation sur la troisième initiative xénophobe) ; en une demi-page, le journal dresse un historique des récents troubles à la caserne de Bellinzone, troubles qui ont mené à un refus d'ordre collectif de vingt recrues (la parole est donnée sur ce point au comité de caserne de Bellinzone) ; enfin, « *Politica Nuova* » poursuit sa dénonciation de la présence notoire sur sol tessinois de membres des organisations fascistes italiennes.

La contre-information

— Revenons maintenant à la presse suisse alémanique !

Dans le supplément « politique et culturel » du week-end de la « *National Zeitung* », Martin Walser, à qui est dû l'article de première page, répond longuement à la question : « Qu'est-ce qu'un écrivain ? ». Dans le même numéro, une contribution, sous forme de dialogue entre deux collaborateurs, à la discussion sur la « contre-presse » et sa place dans l'organisation de nos moyens de communication de masse, la suite d'une grande enquête sur la sécurité européenne (avec en point de mire la Conférence de sécurité).

Le pouvoir en Suisse

Le magazine hebdomadaire du « *Tages Anzeiger* », pour sa part, se lance dans une réflexion sur la répartition du pouvoir économique en Suisse. Angle d'attaque : la substance même de la démocratie, son fonctionnement et par là la survie de nos institutions, pourraient être sérieusement mis en danger par la répartition notoirement inégale de la fortune en Suisse où un pourcent de la population jouit de près de la moitié de la fortune privée.

Des nouvelles voix valaisannes

Au chapitre de l'interruption de grossesse, une seule voix dominait toutes les autres en Valais, la voix officielle, répercutée sans autre par la presse de M. Luisier: « Le Conseil d'Etat partage pleinement l'opinion exprimée avec une si parfaite clarté dans le rapport du Département fédéral de justice et police sur la nature du bien juridique qu'il s'agit de protéger: la vie en germe. L'avortement, même si on l'appelle interruption de grossesse, n'est ainsi rien d'autre que la destruction d'un être humain. Pourtant, sous certaines réserves, le Conseil d'Etat approuve le principe de l'avortement médical, écarte l'indication sociale et n'admet que les indications éthiques et juridiques. »

Les médecins, eux-mêmes, n'étaient pas épargnés: « Il convient de définir strictement le rôle du médecin. L'intervention de celui-ci doit se limiter aux cas d'ordre thérapeutique. Actuellement, la loi est systématiquement violée parce que de nombreux médecins accordent toujours et par principe l'avis conforme, et cela le plus souvent pour des motifs de caractère social ou économique. Maintenir une telle liberté, c'est consentir à ce qu'une partie du corps médical fasse ou accorde l'avortement pour des raisons sociales, c'est-à-dire de commodité ou d'opportunité. »

En clair, dans la perspective de la consultation organisée par le Département fédéral de justice et police: la loi actuelle est tout à fait adéquate; la femme valaisanne s'en trouve fort bien, et dès lors le canton du Valais pèsera dans la balance pour le maintien du droit fédéral actuel en matière d'interruption de grossesse !

Un tel aplomb n'aura pas manqué d'impressionner, en un premier temps, les Suisses inquiets du nombre d'avortements illégaux pratiqués chaque année dans leur pays. Devant tant d'assurance, ouvrir de nouveau le débat en Valais pouvait sembler une gageure: on allait seulement, semblait-il, vers la confirmation d'une unanimité qui justifierait la réponse catégorique du Conseil d'Etat, on

allait vers l'affirmation éclatante des thèses soutenues par le gouvernement. L'expérience a eu lieu, et il n'en a rien été.

La « fête » de Sapin haut a, sur le sujet de l'avortement comme sur d'autres, fait craquer un vernis de traditionnalisme et de tabous, religieux ou politiques. La couche, du reste, en était bien mince ! A peine le débat sur le thème « Oui à la libération de la femme - Avortement » était-il lancé que déjà l'on sentait les participants se retrouver à un tout autre diapason que les harmonies officielles. Comment expliquer, sinon, l'intérêt porté aux plaidoiries des mouvements pour la libération de la femme ou les échos rencontrés par les appels au soutien de partisans de la décriminalisation de l'avortement ? Jamais le « Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais » n'est entré en matière sur ces chapitres autrement qu'en peignant le diable sur la muraille... La même démonstration avait été faite, une semaine auparavant, au long du débat organisé sur le sujet « Eglise et contestation - Lutte antimilitariste et non-violence ».

Une différence

Dans cette perspective, Sapin haut a été d'abord l'affirmation d'une différence, la reconnaissance collective (plus de 3000 personnes par week-end) d'une alternative possible à un climat, considéré par la majorité des Valaisans comme intangible. L'événement est de taille, particulièrement dans un canton où la toute puissance d'une presse d'extrême-droite rend illusoire la manifestation d'une certaine pluralité des opinions.

Rarement l'atmosphère de tolérance et de liberté propres aux rassemblements dont se sont inspirés les organisateurs de Sapin haut, n'aura eu autant de poids. Une certaine marginalité a découvert là le moyen d'affirmer son droit de cité, une marginalité aux limites particulièrement larges, si l'on sait combien les partis conservateurs ont la haute main sur l'organisation de la société valaisanne.

La « fête » a trouvé dans ce coude à coude sa véritable dimension et devrait provoquer des répercussions en profondeur (des groupes sont déjà en voie de formation, qui se spécialiseront, au hasard de divers centres urbains valaisans, dans l'étude des moyens de communication de masse ou étudieront les problèmes relatifs à la libération de la femme).

Un succès donc, à la mesure d'une organisation au-dessus de tout reproche (les dix consommateurs de drogue arrêtés par la police le deuxième jour ne doivent pas faire oublier l'efficacité du service d'ordre mis sur pied pour l'occasion), à la mesure d'une exceptionnelle fréquentation (même si les amateurs se sont pratiquement exclusivement recrutés parmi les jeunes et si de très nombreux Romands sont venus se joindre aux Valaisans dont la mobilisation pourra être plus massive à l'avenir), à la mesure aussi d'un programme dont le « dosage » était particulièrement bien adapté au climat politique et social ambiant (se garder de dissocier les spectacles « pop » des débats: les uns et les autres participaient d'une quête semblable, si leur fréquentation n'était bien sûr pas comparable).

L'humour

Je le cite

A la barre.

Et c'est lui

L'animal

Il en savait trop long —

Qui m'interroge.

Gilbert Trolliet